



## **Lettre ouverte du Forum européen de la Jeunesse aux Ministres des Affaires étrangères sur la situation du Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe à l'occasion de la Réunion ministérielle à Helsinki – 16-17 mai**

Au nom de la centaine de réseaux nationaux et internationaux de jeunesse qui représentent des millions de jeunes, le Forum européen de la Jeunesse demande aux Ministres des Affaires étrangères de **garantir que le Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe soit maintenu dans le budget ordinaire de l'organisation**. En concentrant ses activités sur l'amélioration de l'engagement des jeunes en faveur des droits humains, de l'Etat de droit, et de la démocratie, le Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe a soutenu des milliers d'activités de la jeunesse et formé des milliers de jeunes pour qu'ils deviennent des défenseurs des droits humains et agissent en tant que multiplicateurs pour promouvoir l'Etat de droit et la participation des jeunes à la vie démocratique.

La proposition qui consiste à transférer le service de la jeunesse vers un Accord partiel, comme stipulé dans le Plan d'urgence du Secrétaire général actuel, a été accueillie avec surprise et stupeur par l'entière du secteur de la jeunesse en Europe, et certains Etats membres ont déjà fait part de leur refus de l'accepter.

L'impact de cette proposition sur le secteur de la jeunesse sera énorme ! La proposition d'accord partiel impliquerait qu'il sera mis un terme à sa possibilité de soumettre des propositions directes aux Recommandations du Comité des Ministres et d'ainsi développer des normes européennes communes en matière de politique de jeunesse et de droits humains. Le système de cogestion ne fournira plus de rapport direct au Comité des Ministres, mettant fin à la forme la plus avancée de participation de la jeunesse au monde, où les jeunes ont le même pouvoir de décision que les représentants gouvernementaux en matière de développement de la politique relative à la jeunesse. Les deux Centres européens de la Jeunesse à Strasbourg et Budapest devraient fermer, envoyant le mauvais signal aux jeunes

qu'ils n'ont désormais plus d'endroit où se réunir et travailler ensemble. Les jeunes en Europe ne peuvent se permettre de perdre tout cela.

**Les jeunes s'opposent à cette proposition.** Il est essentiel pour l'Europe que nous préservions l'existence du Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe, y compris ses structures - le Fonds européen pour la Jeunesse, les deux Centres européens pour la Jeunesse, et le système de cogestion. A l'occasion de la Réunion ministérielle à Helsinki ces 16-17 mai, nous demandons :

- De maintenir le Service de la Jeunesse dans le budget ordinaire de l'organisation;
- D'éviter toute coupe disproportionnée par rapport à d'autres secteurs du Conseil de l'Europe;
- De reporter toute décision budgétaire jusqu'à ce qu'une nouvelle Secrétaire générale entre en fonction en octobre 2019;
- D'augmenter la contribution des Etats membres du Conseil de l'Europe de 10% pour faire face aux implications budgétaires d'un retrait potentiel de la Fédération de Russie de l'organisation.

Bruxelles, 15 mai 2019

Carina Autengruber



*Présidente du  
Forum européen de la Jeunesse*